APRÈS DES CADRES DU FLN, LE RND S'ATTAQUE À LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION

Vers un lâchage de Benghebrit

Dans une surprenante sortie médiatique, à travers le quotidien* El Khabar*, le porte-parole du Rassemblement national démocratique, RND, Seddik Chihab, s'en prend à… la ministre de l'Education, Nouria Benghebrit. Le RND rejoint ainsi le cortège des islamo-conservateurs qui, depuis quelques jours, mènent une campagne hystérique pour diaboliser une ministre dont le seul tort est d'avoir évoqué une proposition anodine et strictement pédagogique retenue par un atelier de travail de la dernière Conférence nationale sur l'éducation.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Tout juste un prétexte pour descendre en flammes cette ministre qui, depuis sa nomination en mai 2014, fait face à un scandaleux lynchage politico-médiatique du courant islamo-conservateur qui lui aurait, de toutes les façons, inventé autre chose pour s'offrir l'occasion de l'épingler. N'a-t-on pas assisté, aux tout débuts de la nomination de la même ministre à une cabale toute aussi violente, sous de multiples prétextes ?

Régulièrement, Benghebrit, mais aussi son collègue des Affaires religieuses et son ex-collègue du Commerce, Amara Benyounès, font l'objet de ce genre de campagne, orchestrées systématiquement par les mêmes cercles. Certes, l'on ne pouvait s'attendre à autre chose de la part du camp islamiste et des tenants du conservatisme qu'ont façonné les Taleb Ibrahimi, El Ghazali l'Égyptien et consorts. Ceux-là sont à la limite dans leur rôle.

Le plus inquiétant en l'occurrence, c'est qu'en face, rien, mais alors aucune riposte ! Mis à part un soutien franc et courageux et clairement affiché par la porte-parole du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune, deux ou trois maigres soutiens exprimés des bouts des lèvres parmi les politiques ou quelques prises de position dignes de ce nom d'intellectuels de renom comme Lamine Zaoui, tout le reste, par calcul politique étriqué ou par lâcheté intellectuelle, se soumet à une sorte de résignation nationale effrayante ! Comment expliquer sinon que quelques charlatans qui se substituent aux vrais imams agréés par l'Etat, imposent à chaque fois leur diktat idéologique à la société, à l'école, aux institutions et, plus grave encore, au pouvoir politique lui-même ? Les reculades récurrentes du gouvernement, comme ce spectaculaire lâchage de Amara Benyounès dans l'affaire de la réglementation de marché de vente des boissons alcoolisées, pour la simple raison que quelques «salafistes» enragés s'y sont opposés, sont autant d'incitations à la récidive et que «nos» nouveaux tuteurs de la moralité, ne manquent jamais comme occasion.

Et s'agissant de reculade, nous en sommes déjà dans cette nouvelle «affaire Benghebrit». Selon une source sûre, «Seddik Chihab n'a, bien sûr, pas agi de son propre chef. Il n'a fait qu'exprimer une position officielle au parti et, au-delà, aux hautes autorités. C'est Ahmed Ouyahia en personne, en sa qualité de secrétaire général du parti et surtout directeur de cabinet de la présidence de la République qui en a fourni les éléments de langage. Le message est très clair : le pouvoir ne veut pas ouvrir un autre front dans la perspective d'une rentrée qui s'annonce déjà difficile sur les plans politique, économique et social. Il est vrai aussi que cette question soulevée par Benghebrit n'a jamais été soumise au gouvernement.»

Photos : NewPress

Nouria Benghebrit seule face aux reculades des politiques.

En clair, la ministre de l'Education est définitivement lâchée. Sur cette question du moins. Il ne faut pas oublier, ajoutera notre source, «qu'auparavant, c'était le FLN qui avait exprimé une position similaire à celle du RND, sous la forme d'une interview de son chef de groupe parlementaire, Mohamed Djemai».

En somme, le pouvoir offre, là, un nouveau cadeau aux islamistes, en temps de paix, et sans même livrer le moindre combat. Une autre concession qui, naturellement, en appellera d'autres. Comme d'habitude.

K. A.

LA PART DE L'ALGÉRIE NE REPRÉSENTE QUE 3% DE LA PRODUCTION DE L'ORGANISATION

Faut-il quitter l'Opep ?

L'Algérie devrait-elle se retirer de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) dont elle est membre depuis 1969 ? Le questionnement est légitime dans la mesure où notre pays n'y joue aucun rôle influent, même si l'enjeu est ailleurs, notamment dans la fin de la dépendance au pétrole.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - La chute des cours de l'or noir à moins de 50 dollars le baril ne semble susciter aucune réaction de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep).

Face à l'accentuation de la baisse des prix, l'organisation qui fournit moins de 40% de l'offre mondiale, sa production avoisinant les 31,5 millions de barils par jour, peine à agir de manière claire, à faire converger «les intérêts propres» de chacun des douze pays qui la composent. Ce que le ministre de l'Energie, Salah Khebri, relevait récemment.

Alors que les observateurs s'attendaient à la tenue d'une réunion extraordinaire en vue de réagir face à la chute des cours, cette perspective s'éloigne toutefois en l'absence d'un consensus interne, d'une volonté collective d'y aller. Or, Salah Khebri qui a évoqué «des discussions en cours» au sein de l'organisation semble recevoir un démenti de la part de représentants délégués à l'Opep, ceux-ci réfutant la tenue d'une réunion d'urgence avant la réunion ordinaire prévue en décembre prochain.

Au-delà de l'incompréhension suscitée par ce démenti et des différentes interprétations qui en ont résulté, le questionnement se pose en fait quant à la capacité réelle de l'Algérie à agir au sein de l'Opep dont elle est membre depuis 1969.

Ainsi, l'Algérie qui produit actuellement moins de 1,2 million de barils par jour participe de manière insignifiante tant dans l'offre de l'Opep, avec une part de l'ordre de 3%, qu'au niveau mondial, avec quelque 1%. Une participation quasi nulle qui ne lui permet pas de pouvoir peser sur l'Opep a contrario de l'Arabie Saoudite, de l'Iran, de l'Irak et même de l'Angola.

Photo : DR

Salah Khebri reconnaît que l'Algérie peine à agir au sein de l'Opep.

Ce faisant, l'Algérie a lancé durant les derniers mois une dynamique de concertation avec des pays membres de l'Opep mais aussi avec des producteurs hors Opep. Toutefois, l'action de lobbying que l'Algérie a tenté de développer, sous la conduite de l'ancien ministre de l'Energie, Youcef Yousfi, s'est avérée inopérante, un échec que le maintien du plafond de production lors de la dernière réunion de l'organisation a confirmé au demeurant.

Faudrait-il alors que l'Algérie se retire de l'Opep ? Un questionnement légitime. A ce propos, le professeur émérite Chems-Eddine Chitour, directeur du laboratoire de valorisation des énergies fossiles à l'Ecole polytechnique d'Alger considère que notre pays devrait «sortir» de cette organisation «où il ne pèse pas, n'est pas écouté». Selon cet universitaire, l'Opep n'exerce plus sa vocation initiale, celle de défendre les intérêts des pays producteurs, comme ce fut le cas durant la décade 1970. A contrario, l'Organisation pétrolière est devenue un instrument au service des pays consommateurs, des Etats-Unis fondamentalement. Voire, l'Opep «n'existe plus», observera le professeur Chitour, considérant la politique menée actuellement par l'Arabie Saoudite qui produit plus de 10,2 millions de barils jours, soit dix fois le volume algérien.

Dans la mesure où l'entente qui prévalait entre l'Algérie et l'Arabie Saoudite durant la décade 1970 n'existe plus et que le royaume wahhabite développe sa propre stratégie commerciale même au détriment des intérêts des pays producteurs, quelle pertinence alors pour l'Algérie de maintenir sa présence au sein d'une telle structure ? «Que fait l'Algérie au sein de l'Opep ?», s'interroge ce polytechnicien qui constate que les Algériens contribuent à hauteur de 1 million de dollars au fonctionnement d'une instance où leur pays «n'a rien à faire». «Il ne faut pas rester au sein de l'organisation mais en sortir», relèvera Chems-Eddine Chitour qui évoque l'exemple des pays producteurs qui ont mis fin à leur adhésion ou qui refusent d'en être membres. En ce sens, le gouvernement algérien «devrait sérieusement mettre en chantier la sortie de l'Opep», estime cet universitaire qui considérera que l'Algérie devra réfléchir sur la contraction de nouvelles alliances, de «vraies alliances» avec les pays producteurs et consommateurs.

Formulant un point de vue différent, l'ancien ministre de la Communication et ancien diplomate, Abdelaziz Rahabi considère que «sortir de l'Opep serait irresponsable».

Certes, cet observateur averti constate l'absence de «poids» de l'Algérie au sein de l'Opep, en termes de part de production. En outre, Abdelaziz Rahabi observe que notre pays n'y est pas écouté. Toutefois, l'ancien diplomate considère que notre pays doit «y rester» dans la mesure où «il est utile» d'être présent au sein des instances internationales dont l'Opep et d'autant que la politique de la chaise vide est inopérante. Cela même si le pétrole n'est plus une arme politique comme naguère et que l'organisation est dominée par la divergence d'intérêts entre notamment l'Arabie Saoudite, engagée dans une stratégie défensive de ses parts de marché et une stratégie offensive à l'égard de l'Iran, et d'autres pays producteurs dont l'Algérie et le Venezuela, dont les revenus ont été lourdement impactés par la chute des cours.

Ce faisant, Abdelaziz Rahabi considère qu'il ne faut pas entretenir d'illusions sur la capacité réelle de l'Algérie à influer au sein de l'organisation et vouloir faire de l'Opep «le bouc émissaire» de nos problèmes et errements.

Selon cet ancien diplomate, le véritable débat porte sur la nécessité de la diversification de l'économie nationale, le développement de la substitution aux importations, l'impulsion d'une industrie du raffinage. Ainsi, Abdelaziz Rahabi estimera que la chute des cours de l'or noir est un test, un révélateur de l'absence pendant les 15 dernières années d'une réelle stratégie de développement économique, d'indépendance énergétique et de libération de la dépendance au pétrole.

C. B.